



MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Maître de l'ouvrage:

COMMUNE DE LARRA

Objet du marché:

Conception et réalisation d'un pumptrack au domaine de Cavaillé

Date limite de remise des offres : 18 mars 2025 à 12h00

Table des matières

Article 0 - Acronymes.....	3
Article 1 - Objet du marché.....	4
Article 2 - Procédure de passation et consistance du marché.....	4
Procédure de passation.....	4
Consistance du marché.....	4
Décomposition en lots.....	4
Article 3 - Pièces constitutives du marché.....	4
Article 4 – Intervenants dans l’opération.....	5
4.1 - Maîtrise d’ouvrage.....	5
4.2 – Autres intervenants.....	5
Article 5 - Modalités et délais d'exécution.....	5
5.1 - Préparation et coordination des travaux.....	5
5.2 - Etudes d'exécution.....	6
5.3 - Installation et organisation du chantier.....	6
5.4 - Essais et contrôle.....	7
5.5 - Dispositions particulières à l’achèvement du chantier.....	7
Gestion des déchets.....	7
Repli des installations et remise en état des lieux.....	7
Documents à fournir après exécution.....	7
5.6 - Réception des travaux.....	7
Article 6 - Nature des prestations.....	8
Article 7 - Prix.....	8
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	8
7.2 - Répartition des paiements.....	8
7.3 - Variation dans les prix - Actualisation.....	8
7.4 - Variation dans les prix – Révision.....	9
7.5 – Retenue de garantie.....	9
7.6 - Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	9
Article 8 - Avance forfaitaire.....	9
Article 9 - Règlements.....	9
9.1 - Présentation des demandes de paiement.....	9
9.2 - Prise en compte des approvisionnements.....	10
9.3 - Paiement des co-traitants.....	10
9.4 - Paiement des sous-traitants.....	10
9.5 - Acceptation des sous-traitants.....	10
9.6 - Vérification des situations.....	10
Article 10 – Pénalités.....	11
10.1 - Pénalités pour retard - Primes d'avance.....	11
10.2 - Délais et retenues pour remise des documents fournis à l'achèvement des travaux. .	11
10.3 - Sanctions pour manquement vis-à-vis d'une obligation concernant la santé ou la sécurité des travailleurs.....	11
10.4 - Pénalités pour travail dissimulé :.....	11
Article 11 - Documents fournis après exécution.....	11
Article 12 - Garantie.....	12
Article 13 – Assurances.....	12
Article 14 – Résiliation.....	12
Article 15 – Litiges.....	12

Article 0 - Acronymes

Généralités

AE : acte d'engagement

CCAP : cahier des clauses administratives particulières

CCAG-MOE : cahier des clauses administratives générales des marchés de maîtrise d'œuvre

CCTP : cahier des clauses techniques particulières

BIM : building information modeling

DCE : dossier de consultation des entreprises

AMO : assistant à maîtrise d'ouvrage

SPS : sécurité et protection de la santé

PGC : plan général de coordination

PC : permis de construire

Missions de la maîtrise d'œuvre

EP : études préliminaires

APS : études d'avant-projet sommaire

APD : études d'avant-projet définitif

AVP : études d'avant-projet

PRO : études de projet

EXE : études d'exécution

DQD : devis quantitatif détaillé

AMT : assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation du ou des marchés de travaux

DET : direction de l'exécution du ou des marchés de travaux

OPC : ordonnancement pilotage coordination

AOR : assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement

DOE : dossiers des ouvrages exécutés

SSI : systèmes de sécurité incendie

Exécution financière du marché

PEFPT : part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux et définie par le maître d'ouvrage

EDC : estimation définitive du cout prévisionnel des travaux fournie par le maître d'œuvre lors des études d'avant-projet

CPT : cout prévisionnel des travaux arrêté par le maître d'ouvrage après la validation des études d'avant-projet

CMT : cout cumulé des marchés de travaux résultant de la consultation

CTD : cout total définitif des travaux résultant de l'exécution des marchés de travaux

Article 1 - Objet du marché

La commune de Larra possède un espace de prés partiellement boisés d'une surface de 7 ha près du centre village. Cet espace, **le domaine de Cavaillé**, est dédié aux sports, aux loisirs, à la découverte de l'environnement. Il est aujourd'hui doté d'équipements en libre accès, city park, terrains de foot, terrains de pétanque. La commune s'est engagée dans un projet vélo constitué d'une piste draisienne, d'une plateforme de sécurité routière et d'un pumptrack.

L'objet du marché porte sur la conception et réalisation d'un pumptrack en enrobé. Cet équipement devra:

- Permettre la pratique de tous quelques que soit le profil des pratiquants (enfants, adolescents, adultes) ;
- Favoriser la découverte de cette nouvelle activité ;
- Intégrer l'environnement (espace forestier, habitat à proximité.)

Article 2 - Procédure de passation et consistance du marché

Procédure de passation

La consultation relève d'une procédure adaptée en application des dispositions des articles 2123-1 ;2123-2 ;2123-3 ;2123-4 du Code de la commande publique.

Consistance du marché

Le présent marché est un marché de travaux portant sur la conception – réalisation d'un pumptrack en application des dispositions des articles L 2171-2 et R 2171-1 du Code de la commande publique.

Décomposition en lots

Sans objet

Article 3 - Pièces constitutives du marché

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe financière ;
- le règlement de consultation ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et le cas échéant ses annexes relatives au pouvoir du mandataire du groupement et à la protection des données personnelles ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (CCAG)
- le cahier des clauses techniques générales des marchés publics de travaux (CCTG)
- Les éventuelles pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage lors de la consultation ;
- l'offre technique du titulaire du marché, composée de pièces écrites et éventuellement graphiques, y compris les compléments apportés en cas de négociation et de mise au point ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- le bordereau des prix global et forfaitaire.

Article 4 - Intervenants dans l'opération

4.1 - Maîtrise d'ouvrage

Commune de Larra

Place Maurice Pontich

31330 LARRA

Tél : 05 61 82 62 54

Mail : contact@larra.fr

4.2 – Autres intervenants

Le contrôleur technique et la coordination sécurité et protection de la santé pour l'opération ne sont pas encore désignés au moment de la signature du marché. Ils ne sont réglementairement pas nécessaires sur un marché de conception-réalisation sans co-activité.

Néanmoins, si le titulaire le juge nécessaire par rapport à des spécificités techniques ou d'organisation du chantier, le titulaire devra impérativement le préciser dans le mémoire de son offre.

Article 5 - Modalités et délais d'exécution

Le marché comporte deux phases distinctes dont les durées approximatives sont :

- Phase de préparation : 1 mois
- Phase de réalisation : 1,5 mois
-

La date prévisionnelle de démarrage de la période de préparation est fixée au 20/03/2025.

La date prévisionnelle de démarrage des travaux est fixée au 20/04/2025.

La date prévisionnelle de fin des travaux est fixée au 01/06/2025.

Les stipulations correspondant au délai global sont mentionnées dans l'acte d'engagement. La décision de démarrer les travaux est portée à la connaissance des entreprises par émission d'un ordre de service. La période des travaux est fixe, et mentionnée à l'acte d'engagement.

Chaque phase fera l'objet d'un ordre de service spécifique.

5.1 - Préparation et coordination des travaux

Cette période débute à la date fixée par l'ordre de service.

Au cours de cette période, le titulaire doit :

- présenter au visa du Maître d'ouvrage le programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG.
- présenter au visa du Maître d'ouvrage les plans d'exécution, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG. L'absence de visa du Maître d'ouvrage fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux.
- présenter au Maître d'ouvrage un état des lieux des risques et des solutions proposées pour les limiter au maximum.

- établir son Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé (PPSPS), après inspection commune organisée par le Coordinateur SPS s'il y a lieu. Cette obligation est applicable à chaque opérateur.

L'achèvement des travaux préparatoires est constaté entre l'entrepreneur et le maître d'ouvrage. Un constat de non-achèvement ou l'absence de constat s'opposent à l'exécution proprement dite des travaux.

L'entrepreneur doit prendre toutes dispositions pour respecter et exécuter les travaux en parfaite conformité avec les réglementations en vigueur, notamment la protection de ses travailleurs contre les risques liés aux travaux publics.

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'ouvrage.

Pour répondre à la problématique de la gestion de la qualité du chantier, l'entrepreneur a la responsabilité d'établir un plan d'assurance qualité.

Ce plan soumis au visa du Maître d'œuvre, comportera les éléments suivants :

- Une note d'organisation générale de l'opération,
- Des procédures générales organisant le contrôle interne, le contrôle externe, la gestion des documents et des intervenants, la résolution des non-conformités,
- Les procédures spécifiques s'il y a lieu,
- Le plan de contrôle.

5.2 - Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1 du CCAG Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'ouvrage. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

La délivrance du visa ne dégage pas l'entreprise de sa responsabilité qui reste pleine et entière sur cette phase de conception.

5.3 - Installation et organisation du chantier

Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG Travaux, la circulation de chantier dans les zones intéressant la circulation publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

Emplacement mis à disposition pour les déblais

Le maître d'ouvrage mettra à la disposition du titulaire les terrains dont il peut avoir besoin comme lieu de dépôt temporaire des déblais en excédent.

Application de réglementations spécifiques

Le milieu naturel avoisinant étant sensible, tout stockage de produits chimiques, engins de chantier ou de matériaux dans les zones non prévues à cet effet est proscrit.

5.4 - Essais et contrôle

Les travaux sont soumis aux dispositions générales prévues à l'article 24 du CCAG Travaux et aux fascicules concernés du CCTG Travaux, complétés éventuellement par les dispositions particulières du CCTP.

Le programme détaillé des contrôles et autocontrôles effectués dans le cadre de l'organisation Qualité du chantier est soumis au maître d'ouvrage dans les délais et selon les modalités prévues au PAQ ou autres documents spécifiques à l'assurance qualité.

5.5 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

Gestion des déchets

La valorisation et l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat sont de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets pendant la durée du chantier.

Toutefois le titulaire reste « producteur » de déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Repli des installations et remise en état des lieux

À la fin des travaux, dans le délai de 15 jours préalable à la date de la notification de la réception, l'entrepreneur doit avoir terminé de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations sont réalisées aux frais de l'entrepreneur dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, avec application d'une pénalité de **50 €** par jour de retard, hors mobilisation du personnel d'encadrement nécessaire.

Documents à fournir après exécution

Les modalités de présentation des documents à fournir à l'achèvement des travaux sont conformes aux stipulations de l'article 40 du CCAG.

Ils sont néanmoins précisés à l'article 11 du présent CCAP.

5.6 - Réception des travaux

La réception des travaux se fera selon les modalités de l'article 41 du CCAG Travaux.

Article 6 - Nature des prestations

La conception-réalisation d'un pumptrack comprend des prestations de terrassements, de mise en œuvre de revêtements, de végétalisation et de signalisation.

Ces prestations se feront conformément à l'article 23 du CCAG-Travaux, l'expression « maître d'oeuvre » étant remplacée par « maître d'ouvrage ».

Article 7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application des prix unitaires/forfaitaires dont le libellé sera indiqué dans le Détail Quantitatif Estimatif rempli par l'entrepreneur.

Les prix sont établis hors TVA.

7.2 - Répartition des paiements

L'Acte d'Engagement indique ce qui doit être réglé, respectivement :

- au titulaire du marché et à ses éventuels sous-traitants ;
- à l'entrepreneur mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants éventuels.

Un sous-traitant ne peut être accepté qu'à la condition formelle que le titulaire joigne la déclaration visée à l'article 3.6.1.2 du cahier des clauses administratives générales, en deux exemplaires.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des co-traitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans l'acte d'engagement. Le mandataire doit également apposer sa signature sur l'attestation de paiement direct fournie par le co-traitant lorsque ce dernier a sous-traité une partie de l'exécution de son contrat.

7.3 - Variation dans les prix - Actualisation

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé pour la remise des offres ; soit Mars 2025.

Si les prestations démarrent dans un délai supérieur à trois mois suivant la date de remise des offres, ceux-ci seront actualisés sur la base de la formule suivante :

$$P = P_0 * (TP01_n / TP01_{n-3})$$

Avec :

P = prix actualisé

P₀ = prix initial

TP01_n = valeur de l'indice « TP01 Index général TP » à la date de démarrage des travaux.

TP01_{n-3} = valeur de l'indice « TP01 Index général TP » à la date de démarrage des travaux moins 3 mois.

Les valeurs de l'index TP01 sont publiées par le Moniteur des Travaux Publics.

7.4 - Variation dans les prix – Révision

Les prix ne sont pas révisables.

7.5 – Retenue de garantie

Le titulaire du marché est soumis à une retenue de garantie égale à 5 % du montant TTC de chaque acompte et du solde.

Cette retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande établie selon le modèle fixé par l'arrêté du ministre chargé de l'Économie et des Finances.

7.6 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements. Cette stipulation permettra de tenir compte des éventuelles variations des taux de TVA, sachant que, de principe, le taux applicable est celui du jour d'exécution de la prestation.

Article 8 - Avance forfaitaire

Sans objet.

Article 9 - Règlements

9.1 - Présentation des demandes de paiement

En application de l'article L. 2192-1 du code de la commande publique, les demandes de paiement sont transmises de manière dématérialisée au maître d'ouvrage sur le portail public de facturation et comportent les mentions obligatoires définies à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique.

Les factures seront déposées sur la plateforme ChorusPro de la commune.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront versées dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement. La remise d'une demande de paiement intervient au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent au fur et à mesure de l'avancement de l'opération.

9.2 - Prise en compte des approvisionnements

À l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, le titulaire ou le sous-traitant doit produire un document attestant qu'il a acquis et payé les matériaux et matériels concernés en toute propriété.

Les approvisionnements sont constatés préalablement à leur prise en compte sur le site de l'opération par le maître d'ouvrage, qui peut alors ratifier le document attestant l'acquisition.

Le document visé sera joint à la demande de paiement pour justification.

9.3 - Paiement des co-traitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulations contraires prévues à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon les dispositions de l'article 12-5 du CCAG Travaux.

9.4 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du Pouvoir Adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au Pouvoir Adjudicateur accompagné des factures et de l'accusé réception attestant que le titulaire a bien reçu la demande.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement qui court à compter de la réception par le Pouvoir Adjudicateur de l'accord du titulaire.

En cas de co-traitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

9.5 - Acceptation des sous-traitants

L'acceptation d'un sous-traitant en application de l'article R.2193-1 à 2 doit respecter les conditions relatives à l'article 3.6 du CCAG Travaux 2021.

9.6 - Vérification des situations

Au cours des travaux, le maître d'ouvrage doit procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par voie dématérialisée.

Lors du dépôt, l'entreprise prévient immédiatement par mail avec accusé de réception le maître d'ouvrage du dépôt de projet de décompte. Le maître d'ouvrage détermine dans les conditions définies à l'article 12 du CCAG Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur.

En cas de retard ou de désaccord, les stipulations de l'article 12 du CCAG s'appliquent.

Article 10 - Pénalités

10.1 - Pénalités pour retard - Primes d'avance

Les stipulations de l'article 19 du CCAG Travaux sont seules applicables.

Répartition des pénalités et retenues :

Les pénalités et retenues provisoires sont réparties entre les co-traitants conformément aux indications données par le mandataire, sauf stipulation différente du CCAP. Dans le silence du mandataire, ces pénalités sont retenues en totalité au mandataire.

En cas de résiliation :

Les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation ou jusqu'au jour d'arrêt de l'exploitation de l'entreprise si la résiliation résulte pour cause de décès, incapacité, redressement et liquidation judiciaire.

Primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

10.2 - Délais et retenues pour remise des documents fournis à l'achèvement des travaux

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir à l'achèvement des travaux, conformément à l'article 19.3 du CCAG, une retenue égale à **50 €** par jour de retard sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 20.6 du CCAG, sur les sommes dues à l'entrepreneur.

10.3 - Sanctions pour manquement vis-à-vis d'une obligation concernant la santé ou la sécurité des travailleurs

En cas de manquement de la part de l'entreprise ou de son sous-traitant d'une obligation concernant la santé ou la sécurité des travailleurs, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de saisir sans délai et sans mise en demeure les organismes ou administrations de contrôle, sans préjudice de l'application des dispositions prévues à l'article 31.44 du CCAG.

10.4 - Pénalités pour travail dissimulé :

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités prévues au Code du Travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le Pouvoir Adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas dépasser le montant des amendes prévues à titre de sanctions pénales par le Code du Travail en matière de travail dissimulé.

Article 11 - Documents fournis après exécution

Lorsqu'il demande la réception des travaux, le titulaire remet au maître d'ouvrage l'ensemble des dossiers des ouvrages exécutés comprenant notamment : les plans d'exécution conformes à la réalisation, les fiches techniques des matériaux et produits mis en oeuvre, les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en oeuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats

d'évacuation des déchets et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) préalablement validés par le maître d'ouvrage.

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) comporte, au moins, les plans d'exécution conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire, les notices de fonctionnement et les prescriptions de maintenance.

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Article 12 - Garantie

Le délai de garantie est de 12 mois calendaires à compter de la date d'effet de la réception des ouvrages.

Pendant le délai de garantie, outre les obligations qui peuvent résulter pour lui de l'application des articles 41.4 à 41.8 u CCAG Travaux, le titulaire est tenu à une obligation appelée obligation de parfait achèvement au titre de laquelle il doit les garanties stipulées à l'article 44.1 du CCAG Travaux.

Article 13 - Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur ainsi que les co-traitants doivent, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, justifier qu'ils sont titulaires d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-4 du Code civil.

Article 14 - Résiliation

La résiliation du présent contrat peut s'opérer selon les conditions stipulées à l'article 50 du CCAG Travaux.

Article 15 - Litiges

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Toulouse
68, rue Raymond IV
B.P. 7007
31068 Toulouse Cedex 07
Téléphone (de 9h30 à 12h00) : 05 62 73 57 57
Télécopie : 05 62 73 57 40
Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

(ce courriel ne doit pas être utilisé pour le dépôt des requêtes, mémoires ou pièces de procédure)

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télérecours Citoyens accessible via le site internet www.telerecours.fr